

Annexe 1 – Cahier des charges Colos apprenantes 2023

L'opération Colos apprenantes qui s'inscrit dans le programme Vacances apprenantes proposé par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse est reconduite en 2023 pour la quatrième année consécutive.

Le présent cahier des charges qui figure en annexe de l'instruction du 14 mars 2023 fixe les conditions d'obtention du label Colos apprenantes 2023.

1. Objectifs du label Colos apprenantes

Pour les familles, les prescripteurs (collectivités, établissements publics de coopérations intercommunales – EPCI) et leurs partenaires, le label Colos apprenantes 2023 doit permettre, par le respect du présent cahier des charges, de créer un cadre de confiance. Il garantit la gratuité ou la quasi gratuité du séjour pour les publics éligibles, la qualification des personnels, la qualité éducative des activités de loisirs, le caractère inclusif du séjour et l'acquisition par les mineurs de nouvelles compétences et connaissances dans des domaines variés.

Pour les organisateurs, le label valorise les propositions éducatives déclinées dans le projet pédagogique et soutient l'activité du secteur en favorisant le développement de nouveaux séjours et en élargissant la base des participants.

Les Colos apprenantes 2023 portent l'ambition d'offrir à une diversité de publics un espace éducatif complémentaire à l'école, de découverte et de sociabilité. Les modules de renforcement des apprentissages sont fondés sur des actions pédagogiques visant à faire connaître aux mineurs de nouveaux environnements et modes de vie, de nouvelles pratiques et personnes, et à leur permettre de développer, dans le respect de l'altérité, des savoir-faire et savoir-être qui les aideront à se construire comme citoyens actifs.

Les Colos apprenantes 2023 poursuivent un triple objectif : **social**, en favorisant le départ en vacances de mineurs notamment de milieux modestes et en rendant possibles les rencontres entre pairs de différents horizons ; **éducatif**, en permettant aux participants d'acquérir ou de consolider des connaissances et des compétences par des démarches et des méthodes d'éducation populaire assurant un haut niveau de qualité éducative ; et **culturel** par la découverte de territoires et d'activités proposées dans le cadre sécurisé des accueils collectifs de mineurs au sein desquels les mineurs apprennent les règles de la vie en commun et partagent des valeurs de tolérance et de laïcité.

Les Colos apprenantes 2023 sont appelées à s'inscrire dans la démarche globale de la collectivité dont sont issus les mineurs en matière de continuité éducative en lien, le cas échéant, avec un projet éducatif territorial (PEdT) et un Plan mercredi. Le référent départemental à la continuité éducatives (RCDE), missionné par le directeur académique des services de l'éducation nationale (IA-Dasen), veille à l'articulation et à la cohérence des dispositifs et accompagnent les organisateurs dans le processus de labellisation.

2. Cadre de la labellisation des séjours apprenants

Le label Colos apprenantes 2023 s'applique au séjour réunissant les conditions précisées ci-après et non pas à l'organisateur pour l'ensemble des séjours qu'il déclare.

Les séjours apprenants relèvent du cadre réglementaire des accueils collectifs de mineurs (ACM). Leur labellisation, quand ils accueillent des mineurs de 6 ans et plus, est de la compétence du SDJES agissant sous

l'autorité de l'IA-Dasen du département du siège social ou du domicile de l'organisateur. Dans le cas où le séjour recevrait des mineurs de moins de six ans, sa labellisation est du ressort du SDJES du lieu de déroulement de l'activité.

En Guyane, l'attribution du label relève de la direction générale de la cohésion et des populations.

Les séjours se tiennent pendant les vacances de printemps, d'été et d'automne. Sur les territoires de Mayotte et de La Réunion, les séjours peuvent se dérouler pendant toutes les périodes de vacances y compris pendant celle de l'été austral (du 19 décembre 2023 au 22 janvier 2024).

Les séjours doivent se dérouler pour une durée minimale de 4 nuits / 5 jours et sur le territoire national ou dans un pays frontalier de la France métropolitaine (dans ce cas ils doivent être déclarés par une association loi 1901 ou une personne physique ou une collectivité locale).

La décision de délivrance du label repose sur les éléments suivants :

- la qualité du projet pédagogique (présence d'une ou plusieurs dominantes, démarches d'éducation populaire, etc.) ;
- le degré de participation des mineurs (notamment pendant la préparation du séjour mais aussi pendant le séjour) ;
- les mixités de genre, sociale, économique et culturelle ;
- le prix du séjour permettant la gratuité – ou une participation symbolique – pour les familles aidées ;
- la qualité de l'encadrement, en particulier pour les activités relevant des dominantes choisies ;
- la qualité, la variété et l'équilibre des activités (individuelles et collectives, physiques et sportives, de loisirs créatifs, de compréhension de l'environnement naturel et culturel et d'expression) ;
- les liens et les partenariats avec les acteurs locaux ;
- l'information aux familles et, le cas échéant, les modalités d'implication et de participation ;
- le respect des consignes sanitaires (locaux, transports, activités).

Le label peut être utilisé notamment pour des opérations de communication, par les séjours de vacances, les collectivités et les associations organisatrices ou partenaires. Il est exploitable le temps du déroulement du séjour. Les organisateurs des séjours labellisés ou les partenaires identifiés (collectivités, associations) sont invités à utiliser le logo Vacances apprenantes aux côtés de celui de Colos apprenantes.

Les séjours se déroulent dans les conditions précisées dans le protocole sanitaire applicable aux accueils collectifs de mineurs avec hébergement.

Aucun organisateur ne se peut se voir attribuer une labellisation nationale pour l'ensemble de ses séjours.

Les Colos apprenantes 2023 peuvent faire l'objet d'un contrôle par le SDJES compétent à l'issue duquel le label peut être retiré s'il est constaté des manquements significatifs aux exigences du cahier des charges.

3. Les publics

Les Colos apprenantes ont un caractère universel et inclusif : elles accueillent sans exclusive tous les mineurs. Cependant, ne sont éligibles à l'aide de l'État que les mineurs en situation de handicap, en situation de décrochage scolaire ou relevant de l'aide sociale à l'enfance (ASE) ou domiciliés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) ou dans une zone de revitalisation rurale (ZRR) ou les mineurs n'appartenant à aucune de ces catégories mais pouvant justifier d'un quotient familial inférieur à 1 500 €. **En rehaussant le plafond du quotient familial de 1 200 € à 1 500 € par rapport à l'année précédente**, les Colos apprenantes 2023 se fixent un objectif de mixités sociales, économiques et culturelles, garantes de la qualité des échanges et des rencontres entre mineurs, des possibilités de découverte, de l'apprentissage de la vie en collectivité et de l'adaptation collective à de nouveaux milieux et à de nouvelles activités.

Afin de tendre vers la parité, il conviendra, dans la mesure du possible, en relation avec les collectivités et les associations prescriptrices de séjours, de constituer des groupes d'enfants et de jeunes d'origines et d'horizons différents. Ces groupes comprendront pour moitié environ de mineurs éligibles au titre d'un des critères listés ci-dessus hors QF inférieur à 1 500 €, et, pour l'autre moitié, de mineurs éligibles au titre de ce seul dernier critère et de mineurs qui ne sont pas éligibles à l'aide de l'État mais qui peuvent bénéficier, le cas échéant, de tarifs préférentiels grâce à des aides locales consenties par les collectivités territoriales (communes, EPCI, conseils départementaux), les CAF ou par des partenaires locaux (organisations humanitaires et fondations philanthropiques en particulier).

La parité de genre sera également recherchée autant au stade de la conception des séjours apprenants par les organisateurs que dans les modalités d'identification et d'accompagnement des enfants et des jeunes par les collectivités jusqu'à leurs inscriptions.

Avant le départ, les organisateurs communiquent les listes de mineurs inscrits aux séjours apprenants au SDJES du département de déclaration en précisant pour chaque participant le genre et, le cas échéant, le critère qui justifie le bénéfice de l'aide financière. Ces éléments doivent refléter la diversité des publics de chaque séjour.

4. Le cadre pédagogique

Les organisateurs de séjours qui souhaitent obtenir le label Colos apprenantes 2023 doivent soumettre au SDJES du département où a été déclaré le séjour une demande sous forme d'un dossier numérique répondant aux exigences du présent cahier des charges, et ce, pour chacun des séjours qu'ils organisent. Ce dossier est à renseigner en ligne sur la plateforme Open Agenda. Il rassemble les caractéristiques du séjour qui seront portées à la connaissance du public s'il est validé. Seront précisées les compétences et les connaissances que les mineurs pourront acquérir à l'issue des séjours apprenants et les démarches favorisant les mixités sociales, économiques, culturelles et de genre.

4.1. Les contenus et les démarches pédagogiques

Le dossier de demande de labellisation comprend le projet pédagogique du séjour qui doit prévoir, sous une forme condensée des temps d'activités, des sorties et d'échanges autour d'une ou plusieurs dominantes pour les séjours d'une durée inférieure à 8 jours, et de deux dominantes ou plus pour les séjours d'une durée supérieure à 7 jours.

Les dominantes sont à choisir parmi les thématiques suivantes :

- le développement durable et la transition écologique ;
- les activités physiques et sportives, notamment les sports de nature ;
- la science, l'innovation, le numérique ;
- la découverte ou l'approfondissement de langues étrangères et régionales ;
- la citoyenneté et la vie civique ;
- l'alimentation et la santé ;
- les arts de la musique ;
- les arts du livre et de la lecture ;
- les arts plastiques ;
- les arts de la scène ;
- les arts audiovisuels ;
- les médias, l'information et la communication.

Dans le champ des dominantes choisies, le projet pédagogique vise, notamment, à l'acquisition ou à l'approfondissement de compétences qui doivent être clairement formulées dans le dossier. Il peut être utile

de se référer au socle commun de connaissances, de compétences et de culture en adaptant certains contenus et objectifs à des démarches pédagogiques relevant de l'éducation populaire.

Pour chaque dominante, **un sujet d'exploration** est déterminé lors de la préparation du séjour, ou en début de séjour, en relation avec les mineurs et en fonction des ressources locales¹.

Dans l'hypothèse où les activités physiques et sportives, notamment les sports de nature seraient choisies comme dominantes du séjour, l'organisateur est invité par le SDJES, si les conditions le permettent, à rattacher le projet pédagogique au dispositif Savoir rouler à vélo dont l'objectif est de permettre aux enfants de 6 à 12 ans d'acquérir une réelle autonomie à vélo pour l'entrée au collège, le vélo pouvant constituer le sujet d'exploration.

Les volumes horaires consacrés aux dominantes sont précisés, de même que les méthodes pédagogiques adoptées. Les modalités de préparation du séjour ainsi que les qualifications des animateurs et des intervenants spécialisés sont mentionnées.

Il est recommandé de construire le projet pédagogique dans des approches relevant de l'éducation active et en correspondance avec les aspirations, les besoins et les attentes des participants exprimés si possible en amont du séjour. À tout le moins, le principe de libre participation des mineurs aux activités proposées doit être garanti sans que l'exercice de ce droit mette en cause leur sécurité. Des temps d'échanges avec les mineurs sont organisés, dans tous les cas, tout au long du séjour, pour leur permettre d'exprimer leurs ressentis, leurs points de vue et de formuler des propositions d'actions. **Les mineurs doivent être acteurs de leurs séjours.**

Une attention particulière est portée aux enjeux transversaux de citoyenneté et de lutte contre les discriminations. À ce titre, l'organisateur prend les dispositions nécessaires pour inclure les mineurs en situation de handicap dans la limite des contraintes objectives liées à la nature du séjour et aux conditions de son déroulement.

Après le séjour, des temps de restitution sont organisés par la collectivité et l'organisateur, dans le cadre de groupes de mineurs constitués issus d'un même territoire. Ces temps concourent à développer les compétences d'expression des participants, à informer les familles et à susciter l'intérêt des enfants et des jeunes d'un quartier ou d'un village pour les séjours apprenants.

Un dispositif d'évaluation de la réalisation des objectifs pédagogiques figure dans le projet pédagogique.

4.2. L'encadrement

Le projet pédagogique du séjour comprend une partie consacrée aux personnels d'encadrement, à leurs fonctions et à leurs qualifications.

La composition des équipes d'encadrement doit respecter les taux d'encadrement et de qualification prévus par le Code de l'action sociale et des familles.

Il est recommandé de recruter des directeurs et des animateurs expérimentés pour répondre au mieux aux besoins spécifiques des publics accueillis.

¹ Pour exemple, dans le cadre de la dominante développement durable et transition écologique se déroulant à la montagne, le sujet d'exploration pourrait être une ferme d'alpage, un lac, une vallée ou le métier de berger. En lien avec les arts de la scène, on pourra choisir une pièce de théâtre, un auteur ou encore une compagnie locale.

Les intervenants des séquences pédagogiques en relation avec la ou les dominantes du séjour disposeront des compétences nécessaires au bon déroulement des activités (animateurs diplômés, éducateurs sportifs, animateurs de contrats locaux d'accompagnement scolaire – Clas, enseignants, accompagnants d'élèves en situation de handicap – AESH, animateurs étudiants, éducateurs spécialisés, accompagnants scolaires, intervenants extérieurs, parents bénévoles, étudiants, animateurs spécialisés, animateurs professionnels, artistes et professionnels du secteur culturel, services civiques, acteurs du mentorat, etc.).

4.3. Les partenariats

Le dispositif Colos apprenantes 2023 vise notamment la découverte du territoire de proximité, de l'environnement naturel, du patrimoine historique et culturel, notamment par l'organisation de sorties et d'activités d'exploration du territoire.

Aussi, de la préparation du séjour à sa réalisation et à sa restitution, le cas échéant, l'organisateur s'appuie-t-il sur la construction de partenariats avec les collectivités, les établissements scolaires et culturels (bibliothèques, musées, conservatoires, compagnie de théâtre, etc.), les associations d'éducation populaire, les associations et réseaux d'animation et de formation aux enjeux écologiques et climatiques, les associations sportives et culturelles, les associations de scoutisme, les gestionnaires de lieux situés dans un environnement de pleine nature (parcs, jardins, gîtes, refuges de montagne et fermes pédagogiques) et les entreprises locales (notamment commerces, artisans, villages de vacances, hôtels, etc.).

Enfin, le projet pédagogique développe un axe « partenariat avec les familles » de manière à ce que ces dernières soient précisément informées en amont des objectifs et des programmes d'activités prévus dans le projet, sensibilisées à la démarche Colos apprenantes, voire impliquées, quand cela est possible, dans la mise en œuvre du projet. Ces partenariats pourront également être développés avec les établissements et services de protection de l'enfance du département et la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), le cas échéant.

5. Le processus de labellisation

Pour procéder à une demande de labellisation, vous êtes invités à renseigner le dossier en ligne à l'adresse suivante : <https://openagenda.com/colosapprenantes> sur la page du département où le séjour est déclaré. Après instruction de la demande, les SDJES délivrent un avis favorable, réservé ou défavorable.

En cas d'avis favorable, la présentation du séjour devient visible du grand public sur le site Internet dédié : <https://www.education.gouv.fr/les-colos-apprenantes-304050>.

En cas d'avis réservé, l'organisateur doit modifier le dossier présenté au regard des demandes du SDJES. La proposition sera examinée à nouveau par le SDJES à l'aune des éléments rectificatifs.

En cas d'avis défavorable, la labellisation est refusée. Pour autant, les séjours pourront se dérouler sous réserve de remplir les conditions règlementaires prévues par le code de l'action sociale et des familles.

6. Conditions d'utilisation du label

Le label peut être utilisé par les organisateurs des séjours de vacances concernés, les collectivités et les associations partenaires. Le label est utilisable le temps de fonctionnement du séjour. Les organisateurs des séjours labellisés ou les partenaires identifiés (collectivités, associations) sont invités à utiliser le logo Vacances apprenantes aux côtés de celui de Colos apprenantes.

Les séjours reconduits durant tout l'été à l'identique (même lieu, même organisation, mêmes objectifs et modalités de déroulement) pourront bénéficier d'un label attribué pour l'ensemble des séjours.

Les Colos apprenantes 2023 peuvent faire l'objet d'un contrôle par le SDJES à l'issue duquel le label peut être retiré s'il est constaté des manquements significatifs aux exigences du cahier des charges.

7. Actions de communication et de promotion

Une plateforme numérique Colos apprenantes permettant de recenser les séjours proposés est mise en place : <https://openagenda.com/colosapprenantes>

Les séjours labellisés Colos apprenantes bénéficient d'une promotion sur le site Internet grand public lié à l'opération Colos apprenantes : <https://www.education.gouv.fr/les-colos-apprenantes-304050> .

Les organisateurs s'engagent à mettre en place une politique de communication et d'information via, le cas échéant, leur site Internet ou tous moyens efficaces pour faire connaître localement leurs offres de séjours et leurs besoins en ressources et en partenariats.